

## COMPTES RENDUS

-

Presses de Sciences Po | « [Revue française de science politique](#) »

2020/6 Vol. 70 | pages 793 à 808

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724636536

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2020-6-page-793.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

---

VARIA

---

## COMPTES RENDUS

---

**Bauchard (Mathieu) - Emmanuel Macron et  
l'imposition de la richesse. La politique fiscale des  
hauts revenus et patrimoines entre 2017 et 2019. -**

Paris, L'Harmattan, 2020 (Logiques juridiques).  
226 p. Annexes. Bibliogr.

La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par Emmanuel Macron au début de son quinquennat, vilipendée par l'apophtegme du « président des riches », est l'objet de ce livre. L'approche, à juste titre pluridisciplinaire, croise arguments économiques, justifications sociopolitiques et techniques juridiques.

Mathieu Bauchard retrace l'historique de l'ISF et se centre sur deux novations : la création de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui conserve les règles de l'ISF mais ne s'applique qu'au patrimoine immobilier ; le prélèvement forfaitaire unique (PFU), au taux de 30 %, qui vise les revenus du capital. Il rappelle que l'ISF avait fait l'objet d'exonérations discrètes, même si les remises en cause radicales, comme sa suppression en 1986 ou son plafonnement en 2007, s'étaient heurtées à l'opinion publique. Il rapproche le PFU du prélèvement forfaitaire libérateur, une technique qui soustrayait les plus riches du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Ces données juridiques documentent le style de la réforme des finances publiques, « entre incrémentalisme et rupture » (p. 63).

Listant, dans la première partie, les facteurs intervenant dans ces choix (exil des riches, progressivité fiscale, patrimoine financier, etc.),

l'auteur envisage trois hypothèses : un arbitrage entre l'efficacité économique et la justice sociale, une satisfaction des groupes d'intérêt, un changement de paradigme. Il met en avant le rôle des idées et l'opportunité ouverte par la victoire électorale de 2017. La conclusion retient la primauté de la « raison politique » : le coût politique d'un renoncement, au regard des clientèles, est jugé supérieur à l'impopularité de la suppression de l'ISF. Ici, en l'absence de pondération des variables (voir ci-dessous sur l'administration de la preuve), on pourrait cependant soutenir que l'aveuglement idéologique pousse au maintien de ces ancrages, en dépit de la perte de capital politique du président de la République. La deuxième partie répertorie les justifications basées sur la fiscalité optimale, la concurrence fiscale et la politique de l'offre en faveur de l'investissement. Citant les grandes théories (néo)libérales, elle résume aussi les parcours des économistes engagés auprès des candidats lors de l'élection présidentielle de 2017. Sur le plan social, l'accent est mis sur la conception méritocratique qui pousse à valoriser les entrepreneurs. La troisième partie tente d'évaluer les effets de l'IFI et du PFU en s'appuyant sur les témoignages de deux avocats et les rapports des commissions des finances du Parlement et d'une agence gouvernementale ; mais c'est insuffisant pour connaître l'incidence de ces deux novations. Certaines critiques sont justes, comme celles de la théorie du ruissellement ; mais il manque une exploitation systématique de la littérature empirique (Organisation de coopération et de développement économiques, Fonds monétaire international, Observatoire français des conjonctures économiques, revues de finances publiques) sur les effets de la concurrence fiscale, de la mondialisation et des programmes budgétaires.

Le choix de se focaliser à chaud sur ces deux mesures laisse de côté l'évaluation de l'ensemble de la politique des hauts revenus. De nombreuses

décisions sont certes citées, comme la suppression de la taxe d'habitation, mais leur étude n'est pas approfondie dans le cadre d'une définition épistémologique du champ de l'investigation. Par exemple, la lutte contre l'évasion fiscale (et non la fraude) des grandes entreprises, la baisse de l'impôt sur leurs bénéfices initiée par François Hollande et le principe constitutionnel d'égalité fiscale mériteraient des développements. Le périmètre des dispositifs retenus est trop restreint et la périodisation trop courte. Ainsi la réponse budgétaire à la révolte des Gilets jaunes et le plan de relance COVID sont exclus de l'étude, alors qu'ils modifient les effets sociaux de la politique fiscale. Il aurait été plus judicieux de retenir comme période de recherche (au minimum) le quinquennat, et donc d'attendre un peu pour publier un tel ouvrage... Des écrits importants sont omis comme *Les hauts revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle* (Thomas Piketty), *Solidarité et impôt* (Audrey Rosa), *Finances publiques citoyennes* (Jean-François Boudet, Xavier Cabannes, dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron* (Ludovic Ayrault, Julie Benetti, Matthieu Conan, dir.), *L'impôt, l'État et la société* (Marc Leroy), *La justice fiscale (X<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)* (Emmanuel de Crouy-Chanel, Cédric Glineur, Céline Husson, dir.), *The New Fiscal Sociology* (William Martin, Ajay K. Mehrotra, Monica Prasad, dir.), etc. Faute de les lire, l'auteur souligne à tort (p. 19) les insuffisances supposées des sociologues et des juristes de la fiscalité.

Au-delà de l'intérêt des informations réunies, l'administration de la preuve ne permet pas de trancher entre les variables explicatives : quatre entretiens sur les cinq menés visent des experts extérieurs et non des acteurs ; la durée, le guide d'entretiens et la grille d'analyse de contenu ne sont pas indiqués. Le système d'action concret qui a conduit à la suppression de l'ISF n'est donc pas décrit. L'analyse des discours d'E. Macron ne précise pas le corpus et les thèmes retenus pour l'analyse. Une étude sérieuse du lobbying et de la révolte des Gilets jaunes demanderait des données plus robustes.

Ainsi, bien qu'imparfaitement abouti, cet essai se lit comme une introduction aux enjeux de la politique fiscale par un jeune auteur prometteur.

**Marc Leroy -**

Université de Reims, Société française de finances publiques

**Bluhm (Katharina), Varga (Mihai), dir. - *New Conservatives in Russia and East Central Europe.* -**

Londres, Routledge, 2019 (Routledge Contemporary Russia and Eastern Europe Series). 312 p. Illustrations.

Les remises en cause des conceptions libérales de la politique et de l'économie font l'objet de cet ouvrage collectif dirigé par deux sociologues de la Freie Universität de Berlin. Plutôt que les notions d'illibéralisme, de nationalisme ou de populisme, c'est ici celle de « nouveau conservatisme » qui est mobilisée. La thèse centrale du livre consiste à appréhender le succès électoral de partis politiques conservateurs comme l'indicateur d'une « renaissance du conservatisme », contestant à la fois l'ordre capitaliste et le traditionnel clivage entre gauche et droite. Ceci serait particulièrement visible dans les pays d'Europe centrale et orientale, où les idéologies conservatrices se sont redéployées après 1989-1991, à la fois contre le communisme et contre le libéralisme. L'ouvrage prend donc pour objet les milieux conservateurs et leur capacité d'influencer l'agenda politique dans trois pays postcommunistes : Russie, Pologne et Hongrie.

Le choix de ces pays est motivé par leur statut de figures de proue dans un mouvement conservateur plus global. Depuis l'arrivée au pouvoir de la Fidesz (Alliance des jeunes démocrates) en Hongrie (2010) et du PiS (Droit et Justice) en Pologne (2015), les dirigeants de ces pays revendiquent en effet leur volonté de mener une « révolution conservatrice » en Europe. Le cas russe apparaît à cet égard différent, en l'absence d'alternance politique depuis l'élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie en 2000. On y observe néanmoins un tournant conservateur dans le discours du pouvoir depuis 2012-2013.

L'originalité de l'ouvrage est d'appréhender le renouveau conservateur à l'aune du travail de production idéologique et des mobilisations de la société civile. Il offre ainsi un décalage du regard bienvenu par rapport à l'analyse des partis et des discours des dirigeants politiques, qui domine la littérature sur le sujet. Il explore donc le travail « de fond » mené par une « société civile conservatrice », bien avant que celui-ci ne se traduise par des tournants conservateurs dans le champ politique. Les acteurs appréhendés évoluent dans des champs « adventices » au champ politique. Il s'agit principalement d'intellectuels, d'universitaires, d'hommes d'affaires et de militants du

monde associatif ou religieux. Cette approche permet de saisir les coalitions entre ces acteurs qui contribuent, à des degrés divers, à définir l'agenda politique conservateur dans chacun des trois pays.

Les douze contributions de politistes et de sociologues, tous spécialistes de la région et issus de sous-champs disciplinaires tels que l'économie politique, la sociologie des mouvements sociaux et l'analyse des politiques publiques, étudient les acteurs, réseaux et concepts clés du nouveau conservatisme centre-est européen. L'ouvrage est structuré en deux parties.

La première, intitulée « *Genealogies* », prend pour objet la genèse des milieux, notamment intellectuels, qui ont jeté les bases idéologiques des tournants conservateurs, qu'ils contribuent aujourd'hui à légitimer. À partir d'approches biographiques ou prosopographiques et de l'analyse de textes, les auteurs proposent une histoire des idées conservatrices dans chacun des trois pays, en s'attachant à cartographier les foyers d'émergence de ces idées (universités, think tanks, revues) et les éventuelles rivalités qui les opposent. On voit ici comment le développement d'une société civile conservatrice, souvent liée aux Églises ou à des organisations religieuses, est bien antérieur au succès électoral des conservateurs et a pu contribuer à la conquête du pouvoir, à l'image des « cercles civiques » constitués en Hongrie à partir de 2002 en réaction à la victoire des sociaux-démocrates. La proximité plus étroite des intellectuels conservateurs hongrois et polonais avec les élites dirigeantes – *via* les entourages ministériels ou les positions électives – favorise leur influence sur la définition de l'agenda politique, davantage que dans le cas russe.

Ces influences font l'objet de la seconde partie, intitulée « *Translations* ». Si un tel découpage peut suggérer une relation de causalité mécanique entre le travail de production idéologique (en amont) et la mise en œuvre de politiques conservatrices (en aval), les auteurs invitent davantage à considérer les interactions, faites de collusions mais aussi parfois de conflits, entre société civile conservatrice et dirigeants politiques conservateurs. Les chapitres ici rassemblés donnent à voir une inégale influence des idées conservatrices selon le secteur de politique publique concerné : elle semble être la plus forte dans le cas de la politique familiale (en Russie) et des campagnes hostiles à « l'idéologie du genre » (en Pologne), mais beaucoup plus limitée en matière

de politique économique (en Russie). En revanche, le chapitre cosigné par Ewa Dąbrowska, Aron Buzogány et Mihai Varga souligne le rôle de modèle joué par la Hongrie pour la Pologne au niveau des politiques économiques « hétérodoxes », avec notamment des mesures de renationalisation. Dans cette partie, plusieurs contributions invitent enfin à considérer le tournant conservateur russe comme le produit d'interactions subtiles entre divers acteurs (politiques, religieux, économiques et militaires), aux niveaux national et régional, plutôt que comme un usage purement instrumental de l'idéologie conservatrice par le Kremlin.

Une conclusion générale récapitule les nombreux points de convergence entre les courants conservateurs des trois pays, dont se dégage une véritable cohérence, notamment autour d'une conception de l'État fort. Elle souligne également les divergences, dont la principale semble être de nature historique et géopolitique : alors que les intellectuels conservateurs russes, comme Aleksandr Dugin, conçoivent la civilisation russe comme résolument distincte de la civilisation occidentale, les intellectuels conservateurs polonais et hongrois promeuvent un projet de retour aux sources – gréco-latines et chrétiennes – de la civilisation européenne.

Le principal intérêt de l'ouvrage est de donner à voir la consistance idéologique des mouvements conservateurs centre-est européens et de les reinscrire dans l'espace politique de la droite, et de ses recompositions autour d'un agenda conservateur. Cette dimension est généralement négligée par les approches en termes de populisme et l'intérêt porté aux idées pourrait s'avérer heuristique dans l'étude de tels mouvements politiques dans d'autres pays, y compris en dehors de la région.

Le prisme géographique du livre en constitue toutefois la principale faiblesse, car la circulation transnationale des idées et des modèles y reste peu abordée. Les échanges entre intellectuels et militants conservateurs par-delà l'ancien Rideau de fer, trop rapidement évoqués comme dans le cas de l'influence du World Congress of Families sur les militants « pro-famille » en Russie, auraient gagné à être plus systématiquement analysés. On voit en effet poindre, à la lecture de l'ouvrage, l'esquisse d'une internationale conservatrice loin d'être limitée à l'Europe postcommuniste.

Valentin Behr -  
Université de Strasbourg, SAGE

**Dufour (Frédéric Guillaume) - *La sociologie du nationalisme. Relations, cognition, comparaisons et processus***. - Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019 (Politeia). 536 p. Bibliogr.

Cet ouvrage part à la fois du constat empirique que le dynamisme social et idéologique du nationalisme ne semble pas s'essouffler et du constat académique qu'il n'existe pas de synthèse récente sur le phénomène en français. Pour ces deux raisons, le projet ambitieux de Frédéric Guillaume Dufour d'une sociologie du nationalisme est le bienvenu. Plus précisément, le livre vise à présenter et examiner l'étude du nationalisme en sciences sociales. Pointant dès l'introduction les limites insurmontables des démarches objectivistes, l'auteur souligne à juste titre que la nation est mieux appréhendée comme une catégorie des pratiques sociales que comme une catégorie d'analyse (p. 21). S'il ancre sa réflexion dans celle des précurseurs de la sociologie et assume dans une large mesure une perspective webérienne, il intègre aussi les courants les plus contemporains de la théorie sociologique.

En trois parties et neuf chapitres bien denses, mais pas toujours très équilibrés ni clairement délimités, l'auteur fait le tour de l'étude du nationalisme de manière ambitieuse et novatrice. Dans une première partie consacrée à l'histoire de la sociologie du nationalisme, il inscrit la recherche sur le nationalisme dans l'histoire de l'émergence de la sociologie comme discipline puis donne à voir le développement d'un champ d'études spécifique, pluridisciplinaire. Ensuite, F. G. Dufour envisage le nationalisme à travers trois grandes approches, qui constituent autant de chapitres : relationnelles, cognitives et comparatives. Cela lui permet d'aborder à la fois des enjeux épistémologiques, théoriques et méthodologiques pour appréhender un objet qu'il dévoile dans toute sa complexité. Dans une troisième partie, enfin, le livre se penche sur la confrontation du nationalisme à d'autres réalités sociales : les institutions, le territoire, le capitalisme et les conflits sociaux. L'auteur rappelle ainsi à quel point le nationalisme est le moteur de luttes « pour l'établissement d'une hégémonie » (p. 333) dont la nation est le produit. Le nationalisme ne peut donc être que contextuel.

Les bases de l'ouvrage étaient claires, l'inscription théorique était rigoureuse. Pourtant, l'ambition initiale est loin d'être atteinte, et le livre se révèle malheureusement bien décevant. Assurément, F. G. Dufour fait preuve d'une érudition

impressionnante. Il connaît la littérature sur le nationalisme comme nul autre, et sait en outre l'interroger et l'analyser de manière étayée au prisme de la littérature plus générale sur les sciences sociales. Mais le propos souffre de trois faiblesses majeures, presque rédhibitoires : une appréhension confuse et très extensive de son objet d'analyse ; un lectorat potentiel qui n'est pas défini ; un éparpillement narratif peu convaincant.

Tout d'abord, l'auteur a une définition très large du champ d'étude du nationalisme. Une grande partie de l'ouvrage porte plus sur l'identité et l'ethnicité que sur le nationalisme. Tous les concepts connexes à la nation – ethnicité, citoyenneté, nationalité... – y ont leur place, au risque de la confusion et d'un livre au final très copieux. À trop vouloir aborder des thématiques et élargir le champ d'étude, la dynamique de l'écriture s'essouffle et le lecteur se perd. Ensuite, le statut du livre n'est pas maîtrisé. À mi-chemin entre l'essai académique et le manuel universitaire, il n'est finalement ni l'un ni l'autre. Peu pédagogique, au style à la fois aride et complexe, il n'est pas du tout adapté à des étudiants. Présentant des théories abstraites les unes après les autres, sans fil directeur clair, l'ouvrage se révèle rapidement indigeste, même pour le spécialiste le plus passionné. D'autant plus qu'il n'a pas à proprement parler une thèse que l'auteur déroulerait et défendrait, vu qu'il se veut une introduction au champ d'étude de la sociologie du nationalisme. Enfin, l'auteur fait le choix d'une présentation thématique et conceptuelle, autour de catégories problématisées mais très théoriques. Cela renouvelle certes le genre, mais n'aide ni à la lecture ni à l'utilisation ponctuelle. D'Ernest Gellner à Rogers Brubaker, en passant par Benedict Anderson ou John Breuilly, les principaux théoriciens du nationalisme reviennent de manière récurrente tout au long de l'ouvrage, pour éclairer des thématiques. Ce faisant, toutefois, le lecteur perd la cohérence de leurs raisonnements. Ce qui est d'autant plus gênant que le livre ne contient même pas d'index, rendant ainsi la consultation ciblée très malaisée. Par cette approche thématique, l'auteur se distingue certes du manuel classique d'Umüt Özkişimli, *Theories of Nationalism. A Critical Introduction* (2000, St. Martin's Press), mais on en vient à regretter que celui-ci n'ait toujours pas été traduit en français.

**Tudi Kernallegenn** -  
UCLouvain, CESPOL, ISPOLE

**Eichner (Carolyn J.) - *Franchir les barricades. Les femmes dans la Commune de Paris*. Traduction de l'américain par Bastien Craipain. - Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020 (Histoire de la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles). 320 p. Bibliogr. Index.**

Initialement publié en 2004 chez Indiana University Press, *Surmounting The Barricades. Women in The Paris Commune* est aujourd'hui traduit par Bastien Craipain pour les Éditions de la Sorbonne. Bien que tardive, cette traduction est opportune étant donné la rareté des publications en langue française sur les communardes, trop rapidement évoquées dans les histoires du féminisme ou du socialisme. L'ouvrage témoigne de l'intérêt de mener une étude spécifique de ces femmes de la Commune de 1871. Carolyn J. Eichner avance quatre raisons principales à cela : dévoiler la place de l'événement révolutionnaire dans le développement du féminisme ; démontrer ainsi l'importance de la question du genre dans l'analyse des révolutions ; mettre en lumière l'influence du féminisme dans la construction des socialismes ; ce qui permet d'affirmer l'impact historique et théorique de ce que l'auteure appelle les *socialismes féministes*, dont l'objectif est le « démantèlement des hiérarchies et rapports inégaux de classe et de genre, puis une entière réorganisation sociale, politique et économique au sein d'une société poussée à bout par ces inégalités » (p. 13), autrement dit « la fin de la sujétion des femmes » (p. 278).

C. J. Eichner, professeure à l'université du Wisconsin, spécialiste de l'histoire des femmes et du genre au XIX<sup>e</sup> siècle en France et dans l'empire colonial, propose donc dans cet ouvrage une relecture féministe de la Commune de Paris. Pour cela, elle a choisi de se centrer sur trois figures de communardes à la postérité limitée, trois « cheffes de file de la révolution » (p. 10) qui incarnent différents courants du socialisme féministe : André Léo, Élisabeth Dmitrieff et Paule Mink. La démarche rappelle ainsi celle de Michèle Riot-Sarcey autour de trois femmes de 1848 (Désirée Véret, Jeanne Deroin et Eugénie Niboyet)<sup>1</sup>, livre dont on peut regretter l'absence dans la bibliographie très anglo-saxonne de l'auteure.

Pour mener son étude, C. J. Eichner utilise le concept de *new biography* (p.17)<sup>2</sup>. Elle articule ainsi plusieurs approches, cherchant à insérer les trajectoires individuelles dans le collectif : la biographie politique, l'histoire sociale (l'étude *par le bas* de la place des femmes dans la Commune) et l'histoire politique (l'étude *par en haut* des mesures du gouvernement de la Commune à destination des femmes), l'histoire des représentations (associées aux femmes de la Commune) et l'histoire des idées (sous la forme du commentaire des textes des communardes étudiées). L'auteur défend une perspective constructiviste de l'identité politique, cherchant dans la trajectoire de ces trois femmes les explications de leurs conceptions respectives du socialisme féministe. La Commune apparaît comme un événement déterminant, voire une rupture, dans leurs vies et leurs perspectives idéologiques, ce dont témoigne la construction ternaire de l'ouvrage (« Avant », « Pendant », « Après »). La première partie s'attache à retracer les origines sociobiographiques de l'engagement des trois femmes et à réinsérer leur construction idéologique dans le contexte sociopolitique qui a conduit à la Commune. La deuxième partie s'intéresse aux engagements de ces femmes pendant la Commune, chacune d'entre elles devenant l'incarnation d'un enjeu féministe plus large : le travail (E. Dmitrieff), les relations intimes (A. Léo et P. Mink), l'éducation (A. Léo), la religion (P. Mink), l'occupation de la sphère publique (les trois). La troisième partie est enfin consacrée aux effets de la Commune sur leurs trajectoires personnelles, militantes et idéologiques.

Ce plan a le mérite d'être efficace et de permettre au lecteur de suivre les évolutions de chacune de ces femmes (même s'il n'empêche pas plusieurs répétitions, notamment dans le résumé de leurs œuvres). Il tend cependant à étouffer ce qui est un des apports majeurs de l'ouvrage : l'affirmation de l'existence d'un *féminisme communard* (l'expression est en réalité très peu utilisée, l'auteure lui préférant largement celle de « féminisme socialiste ») qui serait spécifique à l'expérience communarde et se constituerait à travers elle, qui transcenderait les tendances et marquerait durablement l'approche révolutionnaire du féminisme. Les approches socialistes féministes différentes de ces

1. Michèle Riot-Sarcey, *La démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848*, Paris, Albin Michel, 1993.

2. Jo Burr Margadant (dir.), *The New Biography. Performing Femininity in Nineteenth-Century France*, Berkeley, University of California Press, 2000.

trois femmes (un « féminisme individualiste mêlé de socialisme gradualiste et collectiviste » chez A. Léo, un « féminisme alliant socialisme marxiste et populisme russe » chez E. Dmitrieff, un féminisme apparenté « à une forme anarchiste et décentralisée du socialisme » chez P. Mink [p. 16]) trouveraient ainsi une unité avec et dans la Commune, même si leurs parcours personnels divergent à nouveau après 1871. Ce projet ambitieux est annoncé en introduction : voir de quelle façon la Commune a été le catalyseur d'un féminisme spécifique (et pas seulement de différents socialismes féministes) dont la caractéristique centrale est l'abandon de la question des droits civiques et politiques au profit des questions socio-économiques. Si cette thèse apparaît en filigrane de l'ouvrage, je ne peux que regretter qu'elle ne soit pas plus développée par l'auteure, qui insiste davantage sur la diversité des expériences militantes de ces trois femmes, des objectifs et des méthodes qu'elles défendent, que sur ce qui les rassemble. C. J. Eichner conclue l'ouvrage sur le constat de la perte de poids des femmes et des féministes dans les organisations socialistes après 1871. Elle l'explique en raison du tournant électoraliste de ces organisations. Or celui-ci ne conduit pas seulement à exclure du socialisme les femmes qui n'ont alors pas le droit de vote mais, me semble-t-il, va imposer une contradiction fondamentale entre le socialisme et le féminisme révolutionnaire tel qu'il s'est constitué pendant et par la Commune de Paris. Cette hypothèse que permet d'établir le livre de C. J. Eichner est alors une pierre importante à l'édifice de l'analyse de la pensée politique de la Commune (encore peu étudiée) et à l'histoire des idées féministes.

Sidonie Verhaeghe -  
Université de Lille, CERAPS

Faure (Sylvia), Thin (Daniel), dir. - *S'en sortir malgré tout. Parcours en classes populaires.* - Paris, La Dispute, 2019 (Mouvements de société). 166 p.

**D**e quelle manière les sciences sociales peuvent-elles dépasser la vieille dichotomie misérabilisme/populisme qui guette les

recherches consacrées aux classes populaires ? Comment rendre compte alors de l'ambivalence qui caractérise les pratiques des groupes dominés ? Ce sont ces questions qui agitent les six chapitres de cet ouvrage dirigé par Sylvia Faure et Daniel Thin. Pour y répondre, les deux sociologues proposent une grille de lecture centrée sur la notion de « ressources » et, ce faisant, positionnent leur travail dans la lignée d'ouvrages récents qui privilégient des approches « par le bas » pour analyser les stratégies des classes populaires<sup>1</sup>.

Le chapitre introductif propose en premier lieu une critique approfondie du concept de vulnérabilité. Au-delà de l'imprécision du terme et de son inflation conceptuelle, les auteurs dénoncent derrière l'utilisation de cette notion la dissolution des inégalités sociales et des rapports de domination qui s'établissent entre les groupes sociaux. La vulnérabilité pointerait du doigt les « populations à risques » en essentialisant leur fragilité (p. 15). À travers ce concept, les classes populaires seraient uniquement caractérisées par leurs insuffisances et leur distance vis-à-vis des normes et des comportements prônés par les groupes dominants, les politiques publiques et les institutions sociales, scolaires ou administratives. La vulnérabilité renforcerait leur stigmatisation en insistant sur le poids de la responsabilité individuelle dans l'explication de leur précarité. Elle supposerait leur incapacité à renverser les déterminismes sociaux sans avoir recours aux dispositifs d'aide institutionnels. Au final, les maux de la vulnérabilité ne seraient pas sans rappeler ceux, déjà anciens, formulés à l'égard de la notion d'exclusion qui essaimait dans les travaux de sociologie urbaine des années 1990<sup>2</sup>. On ajoutera que si ces critiques sont fondées, elles font toutefois fi de la capacité du concept à attirer l'attention sur les processus de production des inégalités. Ainsi, dans les études urbaines, celui-ci peut être mobilisé pour qualifier les rapports de force s'établissant entre habitants et politiques publiques<sup>3</sup>.

Afin d'échapper aux écueils de la notion de vulnérabilité et dans le but de mettre en lumière la capacité des groupes dominés à modifier leurs trajectoires sociales, les auteurs écartent en second

1. Voir, par exemple, Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Amsterdam, 2019.

2. Didier Fassin, « Exclusion, *underclass*, *marginalidad* : figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, 37 (1), 1996, p. 37-75.

3. Florence Bouillon, Agnès Deboulet, Pascale Dietrich-Ragon, Yankel Fijalkow (dir.), *Vulnérabilités résidentielles*, Paris, L'Aube, 2019.

lieu le concept de « capital ». Construit pour identifier un champ légitime et stable, il qualifierait avant tout les propriétés des classes dominantes et ne pourrait s'appliquer rigoureusement aux classes populaires. L'ouvrage privilégie finalement la notion de « ressource » comme angle d'analyse le plus à même de saisir les stratégies développées par les groupes dominés. La plus-value de cette grille de lecture réside dans sa capacité à révéler l'ambiguïté qui singularise les pratiques des dominés. Tantôt ressource, tantôt contrainte, c'est bel et bien le contexte qui tranchera quant à la nature des relations qui s'établissent entre groupes dominés et institutions. Si ce prisme apparaît heuristique à bien des égards, il pêche cependant par sa faible conceptualisation. La « souplesse » de la notion (p. 20) et son caractère essentiellement interactionniste défendu par les auteurs rend difficile une certaine montée en généralité qui permettrait d'identifier des facteurs concourant soit à l'activation de ressources, soit à celles de contraintes : « ce qui "fait ressource" est pour l'essentiel ancré dans des contextes locaux et dans des relations concrètes, et est peu transférable au-delà de tels contextes » (p. 22). Si l'ambition du livre réside dans l'identification des « conditions nécessaires » de l'activation des ressources des classes populaires, les chapitres ne répondent que de manière partielle à cette commande et laissent parfois le lecteur sur sa faim.

Passé ces quelques réserves conceptuelles, les six enquêtes présentées sont riches d'enseignements quant à la capacité des classes populaires à développer dans certains cas de véritables stratégies leur permettant d'influer sur leur trajectoire sociale, économique, professionnelle ou scolaire. La finesse des analyses permet également de mettre en avant la fragilité de ces ressources et rappelle que, malgré des contextes parfois favorables à des formes de résistance, les classes populaires ne sont pas en mesure de renverser l'ordre établi.

Le premier chapitre de Mathias Millet et D. Thin s'attache aux « ressources de la proximité » d'une vingtaine d'ex-collégiens passés par les dispositifs relais chargés de prendre en charge les élèves en rupture scolaire. À rebours de sa mission, l'institution entraîne une défiance de la part de son public et les incite à développer d'autres stratégies pour dépasser leur échec scolaire. Les solidarités familiales, amicales ou amoureuses sont susceptibles de leur fournir un accès à un emploi, un hébergement temporaire et une

certaine stabilisation de leur parcours. À l'inverse, ces ressources ne sont guère transférables sur d'autres marchés et renforcent le caractère chaotique de leur trajectoire (vivre chez ses parents, travailler au noir, etc.). Entre handicap et ressources, ces solidarités demeurent incertaines dans les effets qu'elles engendrent sur le parcours de ces jeunes après leur scolarisation.

L'enquête suivante menée par Laurence Faure et Éliane Le Dantec analyse les paradoxes de l'aide institutionnelle (insertion, logement) ou familiale (hébergement) des classes populaires confrontées à l'injonction de la société à l'autonomie. La combinaison de dispositifs institutionnels avec le soutien parental agit comme une ressource morale pour les jeunes qui développent une certaine confiance en eux, les rendant acteurs de leur parcours d'insertion. Mais cette aide familiale attend parfois en retour une participation aux dépenses du foyer et un investissement dans les tâches domestiques, contribuant au désengagement scolaire ou professionnel. D'autres retraduisent cette notion d'autonomie en mettant en valeur l'aide à autrui : loin d'être des individus « assistés », les mères célibataires ou les jeunes filles en situation de « parentification » jouent un rôle essentiel de soutien financier et moral pour le reste de leur famille.

Le troisième chapitre met également en lumière la cellule familiale et son caractère ambivalent pour les classes populaires en interrogeant l'effet des grandes fratries sur les trajectoires scolaires de ses membres. Cette structure familiale s'avère être un handicap lorsqu'elle dégrade les conditions matérielles d'existence. Elle vient également détériorer l'accompagnement scolaire des enfants – notamment la lecture et le suivi des devoirs à la maison – en réduisant la disponibilité des parents. L'autorité et le contrôle sur les activités des enfants s'affaiblissent à leur tour. Toutefois, parmi les classes populaires les moins touchées par la précarité économique ou l'échec scolaire, la taille importante de la famille peut être une ressource non négligeable. Les enfants bénéficient d'un « ordre moral domestique » (p. 81) qui organise les activités familiales. En cas de faible disponibilité des parents, les aînés peuvent être mobilisés pour l'aide aux devoirs des cadets ou les différentes tâches ménagères.

Le chapitre suivant s'attache aux parcours résidentiels des ménages relogés lors d'opérations de renouvellement urbain à Saint-Étienne et dans



l'agglomération lyonnaise. S. Faure et Pierre Gilbert révèlent les mécanismes à l'origine de mobilités sélectives. Apparaissant comme les plus méritants aux yeux des chargés d'attribution, les ménages les moins précaires sont en mesure de quitter rapidement leur logement et de se retrouver dans un secteur plus valorisé de l'agglomération. D'autres, maîtrisant la langue française, ayant une connaissance fine de la procédure de relogement ou jouissant d'une bonne réputation dans le quartier sont aussi en mesure de maîtriser leur trajectoire résidentielle. À l'inverse, les locataires les plus modestes, n'ayant pas la connaissance des rouages administratifs ou ne parlant pas couramment le français se retrouvent très souvent en situation de déclassement résidentiel lors du relogement. Les auteurs concluent sur l'effet déstabilisateur qu'ont ces opérations sur les ressources de la proximité. Celles-ci, développées en particulier chez les femmes habitant les quartiers en périphérie des centres urbains, compensent souvent leur éloignement de l'emploi par des sociabilités locales intenses.

L'avant-dernier chapitre revient sur les effets de la mobilisation de groupes d'habitantes cherchant à interpeller les institutions étatiques sur les difficultés des quartiers populaires. D. Thin analyse comment le collectif est susceptible de créer des ressources mobilisables dans le rapport aux institutions. Celui-ci était jusqu'alors traditionnellement marqué par l'évitement et la résignation. Socialisation de la parole, apprentissage des rouages administratifs, montée en généralité et politisation des propos ou légitimité accrue aux yeux des agents de guichet sont autant de ressources générées par l'action collective. Certaines d'entre elles se constituent alors un petit capital social et sont en capacité de contester de manière fragile l'ordre établi.

Enfin, la dernière enquête conduite par Julien Bertrand et Frédéric Rasera analyse les parcours de jeunes footballeurs professionnels. Ces derniers sont souvent dépeints derrière les trajectoires de « réussite » ou « d'échec ». Celles-ci masquent les ressources socialement constituées provenant du milieu populaire ou acquises durant leur formation professionnelle. Le poids des héritages sportifs familiaux associé à une situation économique stable favorise la socialisation sportive précoce et l'acquisition d'un *ethos* du travail et de l'effort. Ces dispositions jouent un rôle déterminant dans la réussite en centre de formation. De plus, les savoir-faire façonnés et les réseaux développés

durant la formation peuvent ensuite être utilisés pour intégrer le marché du travail en cas de non-signature en club professionnel.

D'un point de vue empirique, la richesse des enquêtes permet de rendre compte de la variété des stratégies opérées par les classes populaires cherchant à s'affranchir des déterminismes sociaux, ethniques ou économiques qui pèsent sur leurs trajectoires. Du point de vue analytique, l'ouvrage propose une grille de lecture alternative et invite les sciences sociales à s'attacher aux analyses « par le bas » des formes de résistance des groupes dominés.

**Henri Briche -**

Université de Saint-Étienne, Triangle

**Faure (Samuel B. H.) - Avec ou sans l'Europe. Le dilemme de la politique française d'armement -**  
Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2020  
(Études européennes). 207 p. Annexes. Bibliogr. Index.

L'ouvrage de Samuel Faure vise à répondre à une question qu'il définit comme le « dilemme de la politique française de l'armement » : pourquoi l'État fait-il le choix d'acquérir des armements parfois avec l'Europe, au travers de programmes d'armement menés en coopération, et parfois sans l'Europe, en recourant à un industriel national ou non européen (et souvent américain) ? Pour y répondre, il mène une analyse comparée de trois programmes d'armements conduits entre la fin du *xx<sup>e</sup>* et le début du *xxi<sup>e</sup>* siècle : ceux de l'avion de transport européen A400M, de l'avion de combat Rafale produit par Dassault et du drone Reaper créé par l'industriel américain General Atomics. Il reconstitue ainsi minutieusement le processus décisionnel qui a abouti, à chaque fois, à retenir l'une de ces solutions, et à écarter les autres. Son travail s'appuie notamment sur plus de 160 entretiens, réalisés auprès de 135 acteurs du secteur de l'armement, principalement français, associés à ces programmes. Son argument est de dire que c'est la forme de la « configuration », au sens éliassien du terme, que constituent les élites françaises de l'armement à un moment donné, qui explique que l'un ou l'autre de ces choix soit finalement retenu. Il distingue en la matière quatre types de configuration possible – « exclusive », « désencastree », « amalgamée » ou « inclusive » – qui sont le résultat de deux variables distinctes : le degré d'interdépendance entre élites étatiques et industrielles françaises, d'une part, et celui de

l'interdépendance entre élites françaises et élites européennes de l'armement, d'autre part. Selon l'auteur, le choix de la coopération européenne multilatérale, comme dans le cas de l'A400M, correspond à une configuration « désencastrée », celui de l'acquisition auprès d'un industriel national à une configuration « amalgamée », tandis que l'achat aux États-Unis est l'expression d'une configuration « inclusive » des élites du secteur.

Le principal mérite de l'ouvrage de S. Faure est de remettre en cause quelques mythes puissants quant à la manière dont se fait le choix des armes, en France ou ailleurs. À ce propos, il montre les limites des approches qui expliquent ce choix par des arguments fonctionnalistes (ce serait l'importance stratégique ou militaire de l'équipement concerné qui déciderait de l'opportunité de le produire nationalement ou pas), internationalistes ou « réalistes » (l'évolution du contexte international déterminerait la possibilité de lier le sort de la France à celui d'autres pays par un programme d'armement commun), ou économicistes (l'importance des intérêts industriels en jeu ou l'étroitesse de leurs liens avec les élites étatiques seraient décisifs). Face à ces modes d'explication classiques, l'argument de S. Faure est résolument politique et met l'accent sur l'état des relations entre les différentes élites associées à l'élaboration de ces programmes. Il souligne ainsi avec pertinence l'hétérogénéité – de statut, d'intérêts ou de convictions – qui caractérise ces élites. Mais aussi le pouvoir que peuvent avoir, à un moment donné et sur certains enjeux spécifiques, des acteurs institutionnels aussi dissemblables que les états-majors, les membres de la Direction générale de l'armement ou le ministre de la Défense. La notion de configuration lui permet en outre de ne pas réduire ces relations à leur seule dimension interpersonnelle, en insistant sur les éléments structurels qui déterminent les interdépendances entre ces différents acteurs. Ce faisant, il propose une grille de lecture novatrice, susceptible d'être appliquée à d'autres enjeux de la politique de défense que les questions d'armement, voire à d'autres politiques publiques. Il le fait de manière d'autant plus convaincante que la recherche empirique fouillée sur laquelle il s'appuie lui permet de tracer un tableau précis et quasi exhaustif du secteur de l'aéronautique militaire français au cours de la période qui va du milieu des années 1970 jusqu'à la moitié des années 2010. À ce titre, l'ouvrage de S. Faure

représente à ce jour la contribution la plus aboutie à la compréhension des programmes d'armement français et offre une boîte à outils conceptuelle féconde à l'étude d'autres objets de l'analyse des politiques publiques ou des relations internationales.

Pour autant, la contribution de S. Faure laisse un certain nombre de questions ouvertes. La première renvoie à l'importance qu'il accorde à la dimension européenne de son objet. On voit bien l'intérêt qu'il peut y avoir pour le chercheur à comprendre comment la France se tourne vers des solutions européennes en la matière, mais cela en fait-il pour autant « le dilemme décisionnel constitutif de la politique française d'armement » (p. 18) ? Le tableau qu'il dresse des élites françaises de l'armement met suffisamment l'accent sur leur hétérogénéité pour qu'on puisse douter qu'elles partagent ainsi une même préoccupation. On se dit, en outre, qu'une partie du sujet consisterait à nous expliquer comment cette préoccupation en est venue à être définie comme telle dans certains textes officiels. Ou comment elle s'articule avec ce que l'on pourrait appeler, en suivant l'auteur, le « dilemme américain » – acquérir des armements avec ou sans les États-Unis – qui a sûrement dominé la politique d'armement de la France d'une partie de la IV<sup>e</sup> et des débuts de la V<sup>e</sup> République et qui anime probablement encore aujourd'hui une partie de ses élites. À ce propos, on ne peut que regretter, avec l'auteur, qu'une « coopération bilatérale » – un programme d'armement conduit par la France et un unique partenaire européen – ne fasse pas partie de ses études de cas. D'abord parce que cette coopération bilatérale représente à ce jour la forme la plus ancienne – dès les années 1950 pour certaines coopérations franco-britanniques, par exemple – et la plus répandue de recours à une solution européenne dans le cadre des programmes d'armement français. Mais aussi parce que cela aurait permis d'étoffer utilement son propos sur les conditions de cette européanisation : dire, comme le fait l'auteur, que le choix de l'Europe en la matière est lié à une interdépendance forte entre élites françaises et européennes de l'armement n'apparaît pas, en l'état, particulièrement contre-intuitif.

Une seconde question que pose l'ouvrage de S. Faure concerne le statut qu'il accorde à la notion de « configuration ». Malgré la définition très éliassienne qu'il en donne, on a parfois du mal à comprendre ce qui distingue la réalité qu'il désigne sous

ce terme d'une simple « coalition » d'acteurs, certes hétérogènes et divisés, mais ayant en commun leur soutien à une même solution politique. En atteste, par exemple, la critique que fait l'auteur de l'approche programmatique (p. 34), à laquelle il reconnaît le mérite de rendre compte de la diversité des acteurs politiques et administratifs susceptibles de s'agréger autour d'une même option, tout en regrettant simplement qu'elle n'intègre pas – ce qui peut être discuté – les élites industrielles. Faut-il comprendre qu'une « configuration » est une « élite programmatique » élargie à certaines élites économiques ? De même certains passages de l'ouvrage tendent à brouiller cette frontière entre ce que l'auteur appelle « configuration » et ce que l'on peut être tenté d'appeler « coalition » : lorsqu'il parle de la « victoire de la configuration désencastree » (p. 83), pour rendre compte du choix d'une solution européenne multilatérale européenne à partir de 1997 dans le programme A400M, ou de l'affrontement entre « configuration inclusive contre configuration amalgamée » (p. 131) qui va finalement déboucher sur la « victoire » de la première dans le cadre du programme Rafale. On comprend que le recours à la notion de configuration vise à rendre compte du poids que les caractéristiques structurelles du secteur de l'armement français exercent sur la formation des groupes d'acteurs qui soutiennent une solution plutôt qu'une autre, mais l'articulation entre les deux niveaux d'analyse n'est pas toujours clairement explicitée.

Au final, l'ouvrage de S. B. H. Faure semble plus apporter à l'analyse de la décision, et pas seulement en matière d'armement, qu'à celle du « capitalisme de la défense » à laquelle il prétend. Il l'admet à demi-mot dans la conclusion où il s'interroge sur l'utilité de son modèle interprétatif pour rendre compte d'autres cas nationaux (p. 176). Ces interrogations ne limitent pourtant que partiellement les qualités de sa contribution et ne remettent pas en cause l'intérêt des pistes qu'il ouvre.

Jean Joana -

Université de Montpellier, CEPEL

Frère (Bruno), Jacquemain (Marc), dir. - *Everyday Resistance. French Activism in The 21<sup>st</sup> Century.* - Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2020. VIII + 307 p.

*Everyday Resistance* est la traduction de l'ouvrage dirigé par Bruno Frère et Marc Jacquemain et paru en 2013 aux Presses de

Sciences Po (sous le titre *Résister au quotidien ?*). Cette édition est en partie remaniée et enrichie de deux contributions, l'une signée par Manuel Cervera-Marzal et Bruno Frère (chapitre 8), l'autre par Sylvaine Bulle (chapitre 9). Elle propose une réflexion stimulante sur les continuités et les transformations du militantisme contemporain à partir d'un large éventail de collectifs et de formes d'engagement qui, pour la plupart, sont nés aux marges ou dans le sillage des mobilisations altermondialistes. En s'appuyant sur des regards disciplinaires variés (sociologie, science politique, géographie, économie, théorie sociale), les différentes contributions s'attachent à comprendre et à restituer les spécificités, les tensions ou les ambivalences de ces pratiques contestataires qui, bien qu'elles ne soient pas toutes nées d'hier, sont devenues plus visibles depuis que « la "marée" de la critique sociale totalisante et politisée, celle du mouvement ouvrier historique, s'est partiellement effritée » (p. 2). Se tenant à distance tant de la thèse d'un radical renouveau de la contestation que d'une vision enchantée ou nostalgique du militantisme ouvrier, les textes réunis ont pour point commun de mobiliser une approche plus ou moins pragmatique : ils ne cherchent pas à construire un « modèle universel de l'action militante aujourd'hui » (p. 4) ni à dévoiler « la réalité cachée de la domination pour mieux la combattre » (*ibid.*) mais à décrire ces résistances à partir « des pratiques concrètes et ordinaires des acteurs et en reconstruisant les règles que ces derniers se donnent pour décider de la légitimité de leur engagement » (p. 3).

Dans le chapitre 2, Damien de Blic et Claudette Lafaye examinent la forme particulière que prend l'engagement des militant.e.s de Réseau éducation sans frontières (RESF) aux côtés des familles sans papiers menacées d'expulsion : réticents « à appréhender la situation des sans-papiers dans des catégories politiques générales » (p. 23), ils construisent leur cause non pas en détachant les cas individuels des situations locales et contingentes dans lesquelles ils s'inscrivent mais en mettant l'accent sur leur singularité et leur irréductibilité. Dans le chapitre 3, Marta Roca i Escoda analyse, quant à elle, la façon dont les revendications et les modalités d'action des mouvements homosexuels en Suisse, en Espagne et en Belgique se sont transformées sous l'effet de l'apparition du sida au début des années 1980. Elle démontre que la progression de l'épidémie a conduit ces mouvements à devenir des partenaires

des pouvoirs publics dans la mise en œuvre des politiques de prévention et à passer ainsi d'un « agir contre le système » à un « agir à l'intérieur du système » (p. 64). Frédéric Viguié s'intéresse, dans le chapitre 4, aux mobilisations associatives contre la pauvreté et l'exclusion en France depuis 1945 : il montre que les militant.e.s de la cause des pauvres sont pris dans des tensions – notamment entre logique protestataire et logique d'assistance – qui résultent des transformations du sous-espace de la lutte contre l'exclusion (p. 93). Apportant un éclairage sur les différences théoriques et idéologiques qui existent entre économie sociale, économie solidaire, développement durable et décroissance, Éric Dacheux montre dans le chapitre suivant que les mouvements économiques anticapitalistes (p. 104) constituent une force de résistance au capitalisme qui demeure cependant limitée en raison de leurs difficultés à construire des alliances et à s'unifier politiquement. S'intéressant à la « communauté du logiciel libre », Gaël Depoorter examine, dans le chapitre 6, les règles morales et les valeurs spécifiques qui irriguent la *praxis* des acteurs de ce collectif. Dans le chapitre 7, Fabrice Ripoll revient, pour sa part, sur le succès mais aussi les contraintes et les limites des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) (absence relative des classes populaires, manque de producteurs, difficulté à construire un mouvement social et politique, etc.). À partir de l'étude d'un collectif de militant.e.s de la désobéissance civique, M. Cervera-Marzal et B. Frère explorent, dans le chapitre 8, la façon dont la division sexuelle du travail militant et l'omniprésence du sexisme dans ce collectif renforcent le pouvoir et les privilèges masculins mais également comment les femmes s'opposent à cette domination par des micro-résistances. S. Bulle s'intéresse, dans le chapitre suivant, à l'occupation du site de Notre-Dame-des-Landes sur lequel devait être construit l'aéroport de la région Grand-Ouest : elle montre que ce territoire constitue une zone d'expérimentation où se développe un projet politique d'émancipation individuelle et collective qui peine cependant à s'accommoder de la diversité des groupes de résistance en présence (agriculteurs, anarchistes, activistes écologistes, urbains désocialisés, etc.). Dans le chapitre 10, B. Frère examine les difficultés auxquelles se heurtent les initiatives qui émanent de l'économie solidaire pour passer d'un niveau micro à une entité politique « macro » globale : il souligne que ces obstacles s'enracinent

dans la grammaire socialiste libertaire de l'économie solidaire elle-même. Le chapitre 11, signé par Lilian Mathieu, déconstruit la thèse d'une mutation des manières de s'engager telle qu'elle est diffusée par bon nombre de médias mais aussi de sociologues ou de politistes (p. 264).

La grande diversité des formes et des registres d'engagement étudiés dans cet ouvrage collectif offre un aperçu significatif de la réalité protestataire contemporaine. Mais cette diversité tend parfois à effacer le fil conducteur qui permettrait d'offrir une grille de lecture d'ensemble de ces différentes formes d'engagement. Au-delà, une des qualités de cet ouvrage tient à l'évidence à la façon dont il parvient à rendre compte des permanences et des transformations du militantisme sans céder à la célébration du « nouveau » ni à la disqualification des engagements « passés ».

Joseph Hivert -  
UNIL, CRAPUL

**Hourmant (François), Lalancette (Mireille), Leroux (Pierre), dir., *Selfies et stars. Politique et culture de la célébrité en France et Amérique du Nord.* -**

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019. 202 p.

**S***elfies et stars* se propose d'analyser les dynamiques de personnalisation de la compétition politique dans les démocraties pluralistes. Encadré par de solides introduction et conclusion générales, cet ouvrage collectif est doté de huit chapitres dédiés aux contextes français et nord-américains, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Derrière l'apparente frivolité du titre se glisse l'examen de processus sociopolitiques d'envergure. Parmi les nombreuses intrigues adjacentes à ces enjeux de mise en visibilité médiatique et de production de la célébrité des acteurs politiques, le livre invite à questionner les métamorphoses de la représentation qu'il faut entendre, ici plus qu'ailleurs, dans sa double acception de symbolisation et de délégation du pouvoir. Cette entrée par les conditions et les formes de la célébrité politique permet de pointer nombre de paradoxes et de contradictions suscitées par le processus d'individualisation des luttes politiques, entre « starification » des élus et quête de proximité, ou entre renforcement des artifices communicationnels et extension du contrôle journalistique de leurs activités. Tout comme l'introduction, le livre est organisé selon un principe chronologique qui différencie trois modalités de publicisation des acteurs politiques et, en

conséquence, trois régimes successifs de célébrité. Cette typologie aide à penser l'articulation entre des innovations proprement médiatiques (en termes de supports de communication et de contenus) et des changements dans les règles du jeu politique (du point de vue notamment des dynamiques de sélection et de consécration du personnel politique).

Rendu possible par la circulation des journaux et des premières photographies, le premier âge, celui de la renommée, est marqué par la célébration d'une poignée de personnalités dont la conduite est présentée comme exceptionnelle. Cette « célébrité de papier » est notamment analysée à travers l'énigme de la popularité de Louise Michel (Sidonie Verhaeghe). Permettant de déconstruire le lien entre célébrité et élections, cet exemple d'héroïsation d'une figure révolutionnaire montre à quel point les formes d'admiration et d'identification sont adossées aux spécificités des groupes (ici le mouvement ouvrier) et des contextes sociohistoriques dans lesquels ils se déploient. Se focalisant, à l'inverse, sur les gouvernants et leurs apparitions médiatiques, Christian Le Bart modélise un mouvement de déclin de l'emprise des institutions sur les pratiques politiques. Tandis que les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques se méfiaient des modes d'incarnation individuelle du pouvoir d'État, différents phénomènes vont contribuer à accroître la visibilité médiatique d'acteurs désormais tenus de se singulariser en valorisant leur « authenticité » et leur distance à l'égard des rôles institutionnels. Stimulant, ce chapitre livre de nombreuses clés pour comprendre le basculement vers le deuxième âge, ici défini comme celui de la « popularité ». Cette nouvelle conception de la célébrité résulte d'une « accentuation du travail volontariste mené par les acteurs politiques » (p. 15) vers des médias, audiovisuels notamment, qui s'autonomisent et se diversifient. Analysant cette prise en compte croissante du capital médiatique dans les luttes internes au champ politique, les contributions de la deuxième partie se rejoignent plus précisément autour des dynamiques de « peopolisation » qu'il faut entendre ici comme un mécanisme d'hybridation entre les logiques propres aux industries du spectacle et celles spécifiques à l'univers politique. D'une part, Mireille Lalancette et Vincent Raynaud interrogent les ressorts de l'implication des célébrités sportives ou artistiques lors des campagnes électorales canadiennes et états-uniennes. Le regard se tourne, d'autre part, vers

la présence croissante des personnalités politiques dans la presse *people*. Qu'il s'agisse de Rachida Dati (Nicolas Mary) ou des dirigeants du Front national (Jamil Dakhli), l'enjeu consiste à identifier les ressources qu'une telle exposition de la vie privée est supposée apporter : compenser l'absence d'ancrage partisan d'un côté, accompagner la stratégie de « dédiabolisation » de l'autre.

Bien que les traits structurants de ce deuxième âge s'avèrent encore prépondérants, les coordinateurs de l'ouvrage proposent de distinguer analytiquement une troisième modalité de célébrité, fondée sur l'usage croissant des médias numériques et la visibilité comme valeur en soi. « Permettant de court-circuiter le travail de médiation des journalistes » (p. 21), les médias digitaux offrent l'opportunité de conjuguer les grammaires communicationnelles du contrôle (de ses images et messages) et du relâchement (au regard des contraintes corporelles et discursives qu'imposent les rôles politiques). Tandis que les mises en scène des corps des acteurs politiques (François Hourmant) sont une parfaite illustration de ces tensions entre authenticité et stratégie d'images, la pratique du *selfie* (analysée par Myriam Durocher et M. Lalancette au sujet du Premier ministre canadien Justin Trudeau) est révélatrice d'une configuration sociohistorique valorisant l'exhibition de son intimité, l'affichage de sa jeunesse et de sa modernité, et la simulation d'une proximité aux citoyens ordinaires. Rendant possible sa candidature à la présidence de la République, la soudaine notoriété d'Emmanuel Macron (ici étudiée par Pierre Leroux et Philippe Riutort) est, quant à elle, le produit de la rencontre entre l'exposition contrôlée d'une personnalité supposément originale et des attentes journalistiques conditionnées par les mutations de l'écosystème médiatique.

Quel que soit l'âge considéré, la production de la célébrité politique aurait pu supposer de s'attarder sur une dimension que seule la contribution de S. Verhague aborde : la réception de ces dynamiques de personnalisation du *leadership* politique par les citoyens ordinaires. En effet, si les acteurs politiques sont plus qu'autrefois visibles et notoires, ils s'avèrent aujourd'hui rarement populaires, comme si célébrité et impopularité se combinaient désormais dans une atmosphère de désenchantement et de mise à distance de la figure de l'homme ou de la femme providentielle. Particulièrement saisissante au sujet de R. Dati ou d'E. Macron, cette imbrication entre « starisation » et désacralisation constitue un nœud

analytique fondamental pour saisir les ressorts de la complexe « crise de la représentation ».

Nicolas Kaciacf -  
Sciences Po Lille, CERAPS

**Kasperski (Tatiana) – Les politiques de la radioactivité. Tchernobyl et la mémoire nationale en Biélorussie contemporaine.** – Paris, Éditions Petra, 2020 (Europe : terrains et sociétés). 346 p. Bibliogr.

Le 15 mars 2011, au quatrième jour de la catastrophe qui frappait le Japon, Dimitri Medvedev, président de la Russie, et son homologue biélorusse Aleksandr Lukašenko, signaient un accord de coopération pour la construction de la première centrale nucléaire de la Biélorussie, pays le plus touché par les rejets radioactifs de l'accident de Tchernobyl en 1986. Cette simple entrée en matière suffit à camper le problème auquel se frotte Tatiana Kasperski dans son livre : qu'est-il advenu de la mémoire de la catastrophe ukrainienne ? Au-delà, elle interroge : par quels subtils alliages politique nationale et catastrophe nucléaire se retrouvent-elles liées ? Sur la base d'une enquête de terrain menée en Biélorussie auprès des acteurs politiques, des militants écologistes, des experts scientifiques, du personnel médical, des personnes relogées ou bien des habitants des territoires contaminés, T. Kasperski plonge le lecteur dans ce que l'historien Mark R. Beissinger appelait l'« histoire épaisse<sup>1</sup> », caractérisée par la multiplication de changements politiques et d'événements protestataires qui meuvent le pays depuis plus de 30 ans. Quels sont les mécanismes qui ont contribué à produire « ce schisme de la mémoire de Tchernobyl en Biélorussie » (p. 280) ? En dépliant trois dimensions principales : les transformations des institutions et du régime politique ; les spécificités nationales des politiques identitaires et mémorielles ; enfin, la gestion des conséquences de la contamination radioactive, l'auteur donne à l'événement qu'est Tchernobyl un cadre inédit au regard duquel il apparaît clairement que les continuités, en matière de catastrophe, informent parfois plus que les ruptures.

T. Kasperski considère deux périodes principales dans l'histoire de la Biélorussie : tout d'abord, les transformations politiques à la veille

et au lendemain de la chute de l'URSS (1986-1995) ; ensuite la mise en place et le durcissement du régime autoritaire d'A. Lukašenko (depuis 1996). Dans le premier temps, le gouvernement de ce qui est encore l'URSS et ceux des républiques soviétiques les plus touchées par Tchernobyl reconnaissent l'ampleur territoriale, sociale, humaine de ce qui s'est produit : de vastes territoires deviennent des « zones affectées par la radioactivité » (p. 226), des personnes deviennent des « victimes » et perçoivent des compensations. Mais lorsque, dans le second temps, la Biélorussie devient indépendante et que A. Lukašenko est élu en 1994 puis réélu au référendum constitutionnel de 1996, le nouveau gouvernement se retrouve dans l'incapacité financière de financer les mesures adoptées. Les rebonds de cette histoire politique infléchissent considérablement l'histoire mémorielle de la catastrophe et y entremêlent des pans d'histoire nationale mal digérée : c'est ainsi qu'en 1988 la révélation au grand public de l'existence de fosses communes où avaient été laissées les victimes du stalinisme durant les répressions menées de 1937 à 1941 marque les premières salves de protestations qui visent tant la désinformation post-accident que la gestion inefficace des conséquences de la catastrophe par l'État soviétique, tant l'insuffisance de l'aide médicale que le manque de moyens.

Alors prend forme cette version du passé national portée par l'opposition biélorusse qui s'épanouira les décennies suivantes et fera de Tchernobyl l'un des crimes contre la nation biélorusse, dans la lignée de ceux commis par les autorités impériales successives. Dans cette version, la mémoire de la catastrophe est alors investie d'une mission d'émancipation : s'éloigner de la Russie pour gagner l'Europe ; instaurer la démocratie, des libertés politiques, une économie de marché ; faire renaître la langue et la culture biélorusse. En vis-à-vis, le récit officiel promu par le gouvernement d'A. Lukašenko inscrit au contraire la catastrophe dans un passé soviétique glorieux, fait de victoires et de sacrifices héroïques, de reconstruction et de prospérité s'épanouissant dans l'unité nationale, où l'Occident apparaît comme une force extérieure œuvrant à la déstabilisation et à l'affaiblissement du pays. À chacun de ces « régimes de vérité » son « répertoire d'action » : tandis que l'opposition organise des cérémonies commémoratives, des

1. Cité par l'auteur : Mark R. Beissinger, *National Mobilisation and The Collapse of The Soviet State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

grèves et des meetings lors desquels un hommage est rendu aux victimes et sont revendiquées des prises en charge médicales ou des mesures de relogement, le chef de l'État sillonne les territoires affectés en cherchant à exhiber les effets de la politique de réhabilitation de son gouvernement et appelle sans faillir à « insuffler une vie nouvelle » en promouvant un « mode de vie sain ». Le contraste pourrait sembler caricatural – T. Kasperski montre au contraire qu'il est structurel. L'hégémonie du gouvernement et l'instauration progressive d'un régime autoritaire rendent de fait diaphane toute représentation alternative du passé et évanescence l'expression publique des expériences douloureuses.

C'est le propos de ce livre d'organiser la pluralité de la mémoire de la catastrophe, en prêtant attention aux répertoires au moyen desquels se disent les doutes et les hésitations, les failles des mémoires individuelles et collectives. L'enquête menée par T. Kasperski permet de prendre la mesure des tragédies nationales au long cours, dans lesquelles politiques et gestions de crise se fondent et s'instruisent l'une l'autre. En cela, l'ouvrage n'intéressera pas seulement les lecteurs et lectrices qui attendent d'y lire la catastrophe de Tchernobyl sous un angle nouveau : il retiendra également l'attention de celles et ceux qui réfléchissent aux soubresauts politiques dont la Biélorussie est aujourd'hui le siège.

**Sophie Houdart** –

CNRS, université Paris Nanterre, LESC

**Laurens (Sylvain) – *Militer pour la science. Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*. –**

Paris, Éditions de l'EHESS, 2019 (En temps et lieux).

246 p. Index. Bibliogr.

Sylvain Laurens propose une histoire sociale des usages publics de la science, et de ses défenseurs en France, en prenant pour objet les mouvements rationalistes, de la création de la plus ancienne des associations du mouvement, l'Union rationaliste (UR), en 1930, jusqu'en 2005. Comme il l'écrit dans la stimulante introduction de l'ouvrage, l'enquête vise, au-delà du nombre relativement faible d'adhérents au mouvement rationaliste (on compte environ 6 500 adhérents à l'UR, à son apogée en 1963), à comprendre comment la science peut être utilisée comme argument dans l'espace public et servir d'étendard pour la défense de causes différentes – et parfois

opposées (de la critique du nucléaire à la défense du DDT, produit servant notamment d'insecticide, à la lutte contre les « peurs » écologistes). C'est que l'engagement public au nom de la science soumet la parole savante à des règles de justification spécifiques, différentes de celles ayant cours ordinairement dans le champ scientifique. Cet engagement relève donc d'une analyse puisant à la sociologie du militantisme (notamment associatif), à celle des sciences et à la sociologie politique. Contribuant à une « épistémologie historiciste », selon les mots de Pierre Bourdieu, l'ouvrage ne se contente donc pas d'une analyse des discours savants mais montre finement comment ceux-ci – et leurs règles de justification – évoluent en fonction de la place de la science et des savants dans l'espace public, et suivant les publics attendus pour ces derniers.

La minutieuse analyse d'archives (personnelles, mais également des revues des UR) et les entretiens avec les membres de l'UR encore en vie permettent à l'auteur de dégager trois périodes du combat rationaliste. Caractérisées par des types historiquement déterminés de rapports entre la science et la société – que l'auteur nomme des « épistémologies », elles sont le produit d'une lutte pour la définition de l'engagement légitime pour la science dans l'espace public, lutte dont les formes et les produits renvoient aux modifications des objectifs portés par l'UR et aux propriétés sociales de ses membres – en fait surtout de son bureau. Se succèdent une « épistémologie engagée » d'abord, soucieuse de la responsabilité du savant face au progrès technique, notamment nucléaire, à partir des années 1930 ; puis une « épistémologie expérimentale » portée par des ingénieurs à partir des années 1970, qui défend surtout « une méthode d'investigation spécifique pour saisir le réel » (p. 103) ; enfin, une « épistémologie de marché » à partir des années 2000, portée par des ingénieurs issus de grandes écoles, elles-mêmes de plus en plus ouvertes au secteur privé, et par les nouveaux patrons de la bureaucratie scientifique.

Des années 1930 jusqu'à la fin des années 1960, l'UR émerge « au croisement de la physique française, des mouvements socialisants, communistes et francs-maçons » (p. 23). L'association, créée par le physicien du Collège de France Paul Langevin et le physiologiste Henri Roger, doyen de la Faculté de médecine de Paris, se réclame de la libre pensée – et du plaidoyer « contre les religions » –, mais en le dépassant par

un credo, celui de « l'autonomie de la science ». Après la Seconde Guerre mondiale, ce credo fait, selon l'auteur, de l'UR un « lieu neutre » – ce dont témoignent les multiples appartenances politiques, associatives et syndicales de ses membres –, d'où, par exemple, des savants communistes peuvent s'opposer au lyssenkisme, ou encore organiser des réunions publiques sur l'énergie atomique et la bombe nucléaire tout en étant protégés par la bannière de la science. Si le militant typique de l'UR est alors un communiste franc-maçon, les chocs politiques successifs distendent toutefois les relations entre le Parti communiste français et l'UR. L'enjeu est alors principalement de définir le rôle social de la science en portant la responsabilité sociale du savant dans le contexte de la Guerre froide.

Dans les années 1970, l'opposition entre les héritiers de ces combats et ceux, plus proches de la médecine ou des professions libérales, revendiquant un esprit scientifique limité aux sciences expérimentales trouve une solution de synthèse dans la défense du « grand public » contre les « charlatans ». L'UR cherche dès lors à transmettre « l'esprit de laboratoire », plus petit dénominateur commun entre ses membres, qui permet de surmonter les désaccords sur la définition des formes que devrait prendre la défense du rationalisme. Le combat contre les pseudo-sciences opère ainsi un consensus, notamment à partir de l'Association française pour l'information scientifique (AFIS), une organisation proche de l'UR née en 1968 mais axant son combat vers le grand public. L'intérêt de l'UR et de l'AFIS pour le « grand public » détermine un tournant : de la responsabilité sociale du savant au traitement à réserver aux critiques de la science et des technologies de l'époque – par exemple les mouvements écologistes en lutte contre le nucléaire, les pesticides, ou les organismes génétiquement modifiés (OGM). L'essor progressif des « patrons des bureaucraties scientifiques » dans l'UR – à l'image de Maurice Tubiana, cancérologue, expert auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Union européenne, et militant pro-nucléaire – entraîne ainsi un plaidoyer général pour « la technologie » et la conversion à une « épistémologie de marché » dans les années 1990, et plus encore dans la décennie 2000, caractérisée

par son soutien au couplage entre expertise scientifique et intérêts économiques.

L'ouvrage analyse ainsi un retournement : des interrogations sur la responsabilité sociale du savant dans les années 1930 à la lutte contre les pseudo-sciences et la protection du « grand public ». Il constitue, ce faisant, une épistémologie historique *en actes*. Outre son intérêt pour les spécialistes du sujet, ou de la période, il développe une approche épistémologique originale, « un rapport spécifique aux vérités scientifiques dont se réclament les acteurs [étudiés] » (p. 15) dont pourrait s'inspirer le domaine des sciences, technologie et société (STS). Rejetant relativisme et « principe de symétrie des arguments », le livre pose qu'« il n'existe pas plusieurs vérités mais des énoncés et des épistémologies qui rendent plus ou moins bien compte des réalités matérielles observables » (*ibid.*). L'analyse de la défense savante de ces vérités dans l'espace public conduit à une approche critique, historicisée, du rôle social des savants au-delà des poncifs qui, de la lutte contre les « fake news » au Grand débat avec le président de la République, réduisent le rôle social des savants à des lieux communs moralement inattaquables, mais ignorent le problème autrement crucial des organisations aptes à garantir la responsabilité collective des savants vis-à-vis des pouvoirs.

**Constantin Brissaud** -  
Université de Strasbourg, SAGE

**Morel (Laurence) - La question du référendum. -**

Paris, Presses de Sciences Po, 2019. 307 p.

Il manquait un véritable ouvrage de synthèse capable d'allier subtilement la philosophie politique du référendum à l'étude de ses conditions institutionnelles (p. 10). En effet, mis à part quelques études comparatives, le référendum apparaît quelque peu comme le parent pauvre de la sociologie politique<sup>1</sup>. Et pour cause, le référendum est souvent perçu comme une forme de plébiscite prise par les régimes autoritaires et les partis populistes, ce qui explique le fait que les chercheurs aient tendance à le boudier (p. 179). Laurence Morel pointe notamment la méfiance vis-à-vis des référendums par les deux

1. Voir Laurence Morel, Matt Qvortrup (dir.), *The Routledge Handbook to Referendums and Direct Democracy*, New York, Routledge, 2018 ; David Butler, Austin Ranney (dir.), *Referendums Around The World. The Growing Use of Direct Democracy*, Basingstoke, Macmillan Press, 1994.



principaux courants de la théorie démocratique, les élitistes s'interrogeant sur la légitimité des décisions populaires et les participationnistes posant le problème de la qualité démocratique des délibérations (p. 187). Le référendum et l'initiative populaire peuvent-ils démocratiser les institutions de démocratie représentative ? Peuvent-ils contribuer à résoudre des conflits sociaux ? À l'exception de quelques positions novatrices, à l'instar de celle d'Ian Budge sur l'utilisation du référendum interne pour animer la vie des partis politiques, la réponse normative à de telles questions est souvent négative, d'où la nécessité de définir la palette des instruments référendaires et d'avoir un regard comparatif pour évaluer les mécanismes et les effets du référendum dans la vie politique (p. 190)<sup>1</sup>. En l'occurrence, l'auteure dresse une typologie des pratiques référendaires dans le monde afin d'identifier les initiateurs possibles selon les législations, les types de référendums, les seuils de signature et les taux de participation minimums pour valider le résultat final (p. 47-48). La pratique est en augmentation constante depuis 1940, avec une multiplication des effets *top-down*, les électeur.rices de certains pays étant davantage consulté.e.s sur des questions constitutionnelles, morales et parfois sur des traités internationaux (p. 55). La comparaison des législations et des pratiques fait apparaître *a contrario* une spécificité française avec des référendums nationaux étant l'apanage exclusif du président de la République. Ces référendums sont tombés progressivement en désuétude sous la V<sup>e</sup> République, l'échec de la dernière consultation portant sur le projet de Constitution européenne en 2005 en vertu de l'article 88-5 de la Constitution ne plaçant pas en la faveur d'une banalisation de la pratique (p. 124).

En réalité, cette comparaison révèle un décalage constant entre la demande complexe de démocratie directe et la crainte que suscite l'instrument référendaire. Les campagnes électorales sont souvent l'occasion de voir fleurir des promesses de référendum, comme s'il y avait pour les candidat.e.s une forme de *quibus* démocratique à le mentionner (p. 139). L'introduction d'une dose de démocratie semi-directe (semi-directe parce que le système représentatif est dans la plupart des cas amené à définir les conditions

d'organisation du référendum) illustre une évolution des contours du gouvernement représentatif contraint d'une part à rendre des comptes aux citoyen.ne.s en leur ménageant une possibilité exceptionnelle de contrôle et d'autre part à mettre sur agenda un certain nombre de préoccupations communes (p. 90). En nous décentrant des apories sur les caractéristiques générales du référendum, nous sommes peut-être à même de pouvoir évaluer la manière dont il reflète les transformations des systèmes politiques à des échelles différentes. C'est sans doute l'apport crucial de ce livre, car il existe bel et bien un besoin empirique de recherches plus systématiques sur l'insertion des référendums dans les systèmes politiques (qu'ils soient locaux ou nationaux) afin de ne pas rejouer indéfiniment le débat entre les tenants de la *sunshine democracy*, les démocrates enchantés, et ceux de la *stealth democracy*, plus favorables au principe de la délégation des compétences (p. 159). Selon les contextes, on peut reprocher au référendum d'être au service de la tyrannie de la majorité ou au contraire de surreprésenter les minorités, d'où l'intérêt d'une démarche plus pragmatique à l'aide de discussions portant sur les modalités d'organisation. Comment définir des seuils adéquats de participation ? Est-il possible d'apprécier uniquement le référendum selon les taux de participation ou au contraire de définir un taux minimal d'approbation permettant de mesurer plus précisément les mobilisations citoyennes pour telle ou telle question (p. 216) ? La logique des choix binaires (oui/non) peut-elle être dépassée pour envisager des réponses plus complexes validant des préférences pour des options ?

L'ouvrage de L. Morel a le mérite d'ouvrir la voie à des débats méthodologiques fructueux entre des chercheur.e.s revendiquant une approche expérimentale pour tester des scénarios référendaires avec des conditions différentes et des chercheur.e.s s'inscrivant dans une analyse institutionnelle classique (p. 251). Pour cela, il importe de se débarrasser de considérations idéologiques disqualifiant *a priori* l'usage du référendum dans les systèmes politiques contemporains.

**Christophe Premat** -  
Université de Stockholm

1. Voir Laurence Morel, « Vers une démocratie directe partisane ? En relisant Ian Budge », *Revue française de science politique*, 50 (4-5), août 2000, p. 765-778.